

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sans budget 2025, chaos promis pour la filière construction

Malgré la baisse des taux d'intérêt, il n'est même plus certain que le chiffre de 250 000 mises en chantier de logement soit atteint en 2024. Pire encore, la chute des permis de construire se poursuit. Malgré les corrections apportées mi-mai à MaPrimeRénov', le nombre de dossiers de rénovations énergétiques 2024 ressortira en baisse sur l'année.

Si ces éléments ne sont pas pris en compte dans un budget 2025, des centaines de milliers de logements ne seront pas construits et, des centaines de milliers de passoires thermiques resteront occupées. Cette situation menacera alors 300 000 salariés dans la filière construction.

Or, l'expérience le démontre largement, relancer l'activité prend des semestres, compte tenu des temps de transformation d'un permis déposé en un chantier livré.

Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025, un accord semble se dessiner au Sénat avec au moins quatre mesures fortes pour le logement, accueillies positivement par la FFB :

- la restauration d'un PTZ ouvert à tout le territoire et tous les types de logements pour les primo-accédants ;
- le plafonnement de la réduction de loyer de solidarité (RLS) à 1,1 milliard d'euros en contrepartie d'engagements de production des bailleurs sociaux ;
- l'exonération limitée des donations en vue de l'acquisition d'une résidence principale dans le neuf ;
- la stabilité des règles de MaPrimeRénov' de mai 2024.

Olivier Salleron, président de la FFB, alerte : « *Le point de bascule s'approche violemment pour le logement en France comme pour les artisans et entrepreneurs du bâtiment. Chaque jour compte à présent et la FFB en appelle à la responsabilité. Nous souhaitons que les mesures logement du projet de loi de finances pour 2025 telles que débattues au Sénat soient mises en œuvre au plus vite, quitte à ouvrir des débats pour aller plus loin ou s'engager sur d'autres sujets, comme le statut du bailleur privé, dès le début 2025.* »